per
sée

Cahiers d'études africaines

Jubilé pour une insurrection paysanne au Maroc.

Monsieur François Pouillon, Monsieur Raymond Jamous

Citer ce document / Cite this document :

Pouillon François, Jamous Raymond. Jubilé pour une insurrection paysanne au Maroc.. In: Cahiers d'études africaines, vol. 16, n°63-64, 1976. pp. 633-638;

doi : https://doi.org/10.3406/cea.1976.2522

https://www.persee.fr/doc/cea_0008-0055_1976_num_16_63_2522

Fichier pdf généré le 16/05/2018

BY: $ = creative commons

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

FRANÇOIS POUILLON *et* RAYMOND JAMOUS

Jubilé pour une insurrection paysanne au Maroc*

En 1973, à la Maison du Maroc de la Cité universitaire, c'est le cinquantenaire de la proclamation de la *République* du Rif que l'on célébra en un vibrant colloque. Non pas celui de l'insurrection rifaine. La précision est d'importance et elle limite sans doute la portée de la critique fondamentale que l'on pourra formuler à l'égard de ce colloque[1] : celle d'avoir ignoré, en définitive, pourquoi et comment, entre 1921 et 1926, près de 100 000 Rifains loqueteux et mal équipés ont tenu en échec deux armées coloniales — espagnole puis française.

Les meilleurs spécialistes de l'histoire sociale du Maghreb étaient pourtant réunis à cette occasion — les plus érudits et aussi les plus progressistes. Ce colloque ne nous fournit donc pas seulement un dossier extrêmement riche sur Abdelkrim et la République du Rif[2] : il témoigne en outre de l'état d'une historiographie. Par la multiplication des perspectives et des niveaux d'analyse, ce colloque a en effet tenté une approche systématique, sinon exhaustive, de l'événement que constitue le Rif : tous ses aspects, toutes ses « retombées » semblent avoir été fouillés. Pourtant, au terme de ces vingt-six communications (auxquelles s'ajoutent de substantielles discussions), le bilan que l'on peut dresser déçoit. Pour être systématique, l'approche historique n'est pas pour autant totale et, en refermant cette somme, on a l'impression d'avoir manqué l'essentiel. Ce n'est pas tant à cause des distorsions et des interprétations contradictoires que l'on eut tout le loisir de développer ainsi, mais tout simplement du fait de l'ignorance radicale où l'on est resté, malgré les meilleures intentions politiques du monde, quant à une insurrection paysanne au Maghreb dont d'autres pourraient bien aujourd'hui célébrer l'écrasement.

*

La dimension politique qu'a revêtue ce colloque nous paraît constituer un fait remarquable et mérite qu'on s'y arrête d'abord. Il est manifeste que le Rif constitue, aujourd'hui encore, l'enjeu d'une lutte politique : la « bataille pour le passé du

---

* *Abd el-Krim et la République du Rif. Actes du Colloque international d'études historiques et sociologiques, 18-20 janvier 1973*, Paris, Maspero, 1976, 536 p., carte.

1. Nous ne nous attarderons pas sur les inexactitudes factuelles, d'ailleurs peu nombreuses. Signalons quand même que Mohand Ameziane n'a pas été tué en 1911 (M. Morsy, p. 383) mais en mai 1912, c'est-à-dire postérieurement à l'établissement du Protectorat et après avoir été abandonné par la majorité de ses partisans. Par ailleurs, on ne saurait reprocher à Abdelkrim l'erreur tactique qu'il aurait commise en abandonnant la place forte de Melilla, « pourtant conquise dès 1921 » (V. Monteil, p. 151) : tout simplement parce qu'il n'a *jamais* investi cette enclave espagnole dans le Rif.

2. Ce dossier aurait cependant pu constituer un instrument plus maniable si les orthographes des noms avaient été sérieusement revues, sinon unifiées ; si la carte fournie avait comporté l'ensemble des lieux cités ; enfin, si l'ouvrage avait été augmenté d'un index et d'une chronologie.

Cahiers d'Études africaines, 63-64, XVI (3-4), pp. 633-638.

Maroc » — selon l'expression de E. Gellner — continue de se livrer sur ce terrain où l'héritage d'Abdelkrim est revendiqué de diverses manières, toutes contradictoires. Il n'est pas inutile de signaler les différentes entreprises de récupération dont il a été l'objet. Qu'on ne se méprenne pas ici : il ne s'agit pas d'invoquer une prétendue objectivité supérieure, une impartialité, d'ailleurs inconcevable dans un travail historique. Mais dans l'emballement propre aux célébrations anniversaires, cette dimension politique semble avoir été particulièrement encombrante et avoir jeté plus de confusion dans le traitement des faits qu'elle n'a inspiré une synthèse interprétative.

Au-delà des divergences de points de vue qui se firent jour, tous les participants parurent s'entendre pour contrer la thèse rassurante de Robert Montagne qui affirmait jadis « le caractère à la fois local, occasionnel et traditionnel de la révolte rifaine » (p. 385). Mais en se contentant d'inverser cette thèse trop simple, on ne fait guère avancer ni l'historiographie ni l'histoire. On a beau jeu, en effet, de rapprocher *a posteriori* l'insurrection du Rif des guerres révolutionnaires menées dans le Tiers Monde et, dans les années 50, dans le Maghreb même (V. Monteil, M. Zniber et, partiellement, M. Morsy) : en présentant le Rif (avec la caution de Mao Tsé-toung, il est vrai) comme le prototype des révoltes des « damnés de la terre », on lui ôtait toute spécificité et on se fermait à l'analyse de la conjoncture historique où il s'insérait[3]. Une telle extrapolation répondait certes à une autre visée : parler de république — fût-ce à propos du seul Rif — c'était, après le « coup manqué » de Skhirat où éclatait au grand jour le pourrissement du régime chérifien, faire plus qu'une référence au passé. Pour des militants, au Maroc, la république représentait toujours une revendication, un programme à réaliser : il y avait sans doute mieux à retirer, comme sujet de réflexions toutes contemporaines, de la leçon historique que constitue l'échec de la tentative rifaine.

D'autant qu'une autre entreprise de récupération, plus contestable celle-là, était menée parallèlement : elle visait à faire d'Abdelkrim un leader « moderne » et, somme toute, de bonne compagnie, dont les politiciens rassis — aujourd'hui au pouvoir — seraient les héritiers (A. Youssoufi, Y. Rouissi). A. Youssoufi, par exemple, parle des institutions de la République du Rif comme un professeur de droit constitutionnel traiterait de celles de la Suisse — ou de celles du Liban : un modèle d'équilibre et d'harmonie, comme chacun sait... Cet acte juridique aurait eu, selon lui, le pouvoir de tirer la société rifaine de l'état de sauvagerie qui la caractérisait jusque-là[4]. Outre une solide méconnaissance des faits, il faisait preuve ainsi d'un mépris tenace pour ces sociétés paysannes à qui la civilisation ne saurait être inculquée que par le haut.

Pour être inquiétante dans le contexte de ce colloque, une telle attitude n'est pas nouvelle : elle plonge ses racines dans l'opposition séculaire entre les élites policées des villes et les farouches habitants des campagnes, entre « bourgeois » et « Bédouins ». A la menace que ces derniers constituent, à l'inquiétude qu'ils suscitent chez les premiers, ceux-ci répondent en les matant périodiquement et en les écrasant d'impôts. A propos du Rif même, on devait noter (A. Laroui, citation

3. Tout romantisme révolutionnaire mis à part, les paysanneries rifaines n'étaient pas des masses exploitées par un colonat étranger spoliateur, ni même par des latifundiaires, grands caïds ou bourgeois des villes ; elles n'étaient pas non plus écrasées d'impôts par le *makhzen*. De tout cela elles avaient su se préserver... de haute lutte.

4. Voir la description effarante qu'il donne de l'état de *siba*, notamment aux pages 83-84 : « L'insécurité était telle que les hommes restaient barricadés dans leurs maisons ; seules les femmes pouvaient sortir pour vaquer aux affaires familiales. Les marchés n'étaient fréquentés que par des femmes » ; ou encore : « le nombre des victimes dues aux multiples vendettas et règlements de comptes pendant les années antérieures à la République du Rif a été supérieur à celui du nombre total des Rifains tués pendant la guerre de libération ». Bref, Abdelkrim est arrivé à temps...

p. 385) la coïncidence, à coup sûr symbolique, entre l'écrasement de l'insurrection armée et le départ, dans d'autres régions, du mouvement national de nature proprement politique. Pour les nationalistes des années 30, qui veulent s'imposer par la voie légale, Abdelkrim n'est ni un précurseur, ni un modèle, ni une référence[5] ; il le deviendra quand le mouvement national voudra utiliser la lutte armée — celle des campagnes —, mais de façon instrumentale.

On retrouve la représentation historique de cette coupure dans la carrière d'Abdelkrim : en 1947, après sa « fuite » en Égypte (cf. pp. 504-505), bombardé Président du Bureau du Maghreb arabe par des leaders d'un genre nouveau et non des moins diligents (Bourguiba et Alal el-Fasi !), le vieux chef historique refusa de se laisser enfermer dans un rôle symbolique. Les avatars de cette entreprise auraient dû assez montrer le caractère historiquement situé de la rébellion rifaine et de son chef, et tempérer l'ardeur des participants au colloque s'acharnant à en célébrer la dimension prophétique. Parler du Rif impliquait aussi que l'on embrassât et, surtout, que l'on assumât cinquante ans particulièrement riches d'histoire maghrébine. Mais les célébrations portent à d'autres transports, notamment à s'abandonner aux analogies rétrospectives.

Il est vrai que la longue carrière d'Abdelkrim incitait à de tels glissements : il fut, après son retour d'exil et jusqu'à sa mort (en 1963), l'historiographe de sa propre mission. Figé dans une retraite intransigeante (il refusa de rentrer au Maroc après l'indépendance), il fut alors témoin d'une évolution profonde des luttes. Il est surprenant qu'à aucun moment de ce colloque on n'ait signalé l'évident anachronisme des commentaires que, trente ou quarante ans plus tard, il faisait sur le mouvement qu'il avait dirigé : les jugements contradictoires qu'il émettait en fonction de son interlocuteur, de la conjoncture ou, tout simplement, de l'évolution de sa propre pensée, auraient dû laisser penser qu'il n'en était peut-être pas le meilleur témoin. L'utilisation d'une telle source pour faire l'histoire de la République du Rif (1923-1926) exigeait que l'on fît préalablement l'histoire de la destinée politique d'Abdelkrim. On s'est fort peu soucié, au cours du colloque, de cette exigence élémentaire de critique historique.

*

Si l'on ne se bornait pas aux affirmations de principe quant à l'avènement d'une histoire décolonisée, il y avait deux façons de contrer la thèse de Robert Montagne :

— *en extension* : en montrant que la guerre du Rif — dont on sait quel fut son retentissement et quels remous politiques elle provoqua — n'était que le signe d'un mouvement plus vaste englobant l'ensemble du monde musulman ;

— *en compréhension* : en mettant en évidence la dynamique interne extrêmement complexe qui fit du Rif le lieu de l'événement.

De ces deux recherches complémentaires, seule la première a été véritablement menée à bien. Les contributions les plus rigoureuses — parce que d'un genre classique — analysent l'attitude des nations occidentales (y compris celle des États-Unis : A. Harouchi) face à cette guerre et les contradictions qu'elle y faisait éclater ; particulièrement en France où cette sale guerre, venant après une autre, joua comme révélateur. Les réactions politiciennes sont fort bien analysées par P. Izoard (le parlement français), Ch.-R. Ageron (les socialistes), R. Charvin et R. Galissot (deux communications distinctes sur l'attitude du parti communiste n'ont pas été de trop sur le sujet, et il est dommage que le principe d'une double approche d'un même thème n'ait pas été retenu ailleurs). Enfin, l'excellente contribution de D. Rivet démontait avec une efficacité particulière les différentes conceptions qui s'opposèrent au niveau du commandement militaire français (Lyautey contre Pétain !).

---

5. Daniel Guérin, qui est ici un témoin autorisé, déclarait au colloque : « ... je n'ai entendu aucun d'entre eux, au cours de nos entretiens politiques, faire une allusion quelconque à Abdelkrim, à l'expérience d'Abdelkrim » (p. 506).

Les interventions sur les réactions dans le domaine arabe sont moins assurées mais certainement plus passionnantes : J. Berque les inaugurait par un beau texte sur les « démocraties à la base » dans le monde arabe à l'époque de la guerre du Rif. Sans parler de celle-ci, mais par trois illustrations en forme de fable, il montrait la logique qui reliait ces poussées isolées et éphémères de communalisme qui parcoururent, en ce temps, le monde musulman.

Plusieurs interventions, éclairant ce propos d'une autre manière, étudiaient des mouvements sociaux dans le Maghreb, contemporains ou consécutifs à la tentative rifaine : R. Davico, notamment, proposait une solide étude de la guérilla menée en Libye contre la pénétration italienne (1911-1932) ; K. Brown et M. Cherif donnaient à ce recueil ses contributions les plus convaincantes en analysant les réactions des groupes indigènes face aux événements du Rif, au Maroc et en Tunisie respectivement. A propos de cette dernière et contre l'œcuménisme qui régnait à ce colloque, M. Cherif montrait que les populations avaient suivi ces événements avec des sentiments *partagés* : distance et inquiétude des notabilités urbaines qui amorçaient la lutte pour leur retour au pouvoir dans le cadre des États nationaux ; espoir muet des masses populaires qui révélait une prise de conscience inscrite dans l'ensemble plus vaste de la communauté musulmane. A. Laroui décrivait par quels subterfuges ces notables allaient récupérer à leur profit l'ardeur des masses populaires, à la faveur d'un malentendu que les indépendances n'ont pas fini de dissiper.

*

Mais le Rif et les Rifains dans tout cela ? Et d'abord, pourquoi le Rif ? En adoptant, comme on le fit, un point de vue rétrospectif par lequel l'événement n'est saisi que comme l'annonce de développements plus vastes (arabisme, nationalisme), on éludait la vraie question et on se dispensait d'expliquer pourquoi il s'était produit en ce lieu et à cette époque-là. Abdelkrim, ce prématuré de l'histoire, a eu raison trop tôt : mais il a tout de même eu raison de deux armées coloniales, et cela pendant près de cinq ans !

Certes, cette région apparaît bien, *a posteriori*, comme le maillon le plus faible face à la pénétration coloniale : prise entre les zones d'influence de deux impérialismes concurrents et qui devaient pour cela ménager leurs effets ; confrontée d'abord à l'Espagne catholique dont l'avancée était chargée symboliquement de plusieurs siècles de guerre sainte ; située aux confins d'un État maghzénien chancelant qui laissait depuis longtemps ces montagnes dans une insubordination politique et fiscale quasi permanente ; zone berbère, enfin, non pas inviolée ni isolée — il s'en faut de beaucoup —, mais indocile, sinon insoumise. Sur cinq cents pages d'analyses on doit, pour l'essentiel, se contenter d'une explication géographique : un massif montagneux, impressionnant, surpeuplé et hostile. Pour le reste, on est renvoyé à la personnalité du leader Mohamed ben Abdelkrim — personnalité hors pair, à coup sûr. Mais que retient-on de lui ? Ce qui conforte le mieux les mythes dont on a voulu l'affubler : tour à tour un homme éduqué à Fez, parlant la langue des lettrés, en lutte contre le tribalisme et le maraboutisme ; un homme utilisant le langage de la démocratie formelle à l'occidentale ; un révolutionnaire enfin, organisateur intransigeant d'une lutte armée de libération. Il fut tout cela à la fois. Mais la guerre du Rif n'a pas été une lutte menée par un seul homme, fût-il un leader charismatique d'une taille exceptionnelle. Abdelkrim fut d'abord un Rifain s'adressant à des Rifains. Son message prophétique, révolutionnaire, réformiste..., n'a de réalité que parce qu'il s'inscrivait dans une conjoncture sociale précise ; il n'a eu de sens que ce qu'en ont entendu les acteurs de la lutte du Rif[6].

6. A. Laroui évoque avec beaucoup de pertinence « la vieille dialectique, jamais dominée, entre centre et périphérie, entre forme makhzanienne et fond local, ou plus simplement entre villes et campagnes. Le premier ne reprend au second que ce qu'il lui a déjà donné, précisément parce qu'il s'y reconnaît aisément.

On n'explique pas le soulèvement des Rifains en se contentant de sonder la pensée d'Abdelkrim, pas plus qu'on ne saisit les mutations d'une société en analysant des décisions politiques ou constitutionnelles de son gouvernement.

Les historiens, empêtrés comme ils l'étaient dans les archives de chancellerie et les bruits de sérail, ne pouvaient que se cantonner dans l'événementiel, le rôle des grands hommes, les facteurs externes. Et c'était finalement aux anthropologues (D. M. Hart), parce qu'ils travaillaient à la base, et aux « orientalistes » (J. Berque, R. Blachère), parce qu'ils avaient une vision globale des faits, qu'il revenait de poser les vrais problèmes. Au moins partiellement.

Certes la communication de D. M. Hart, résumant en quelques pages trop concentrées les données de la structure politique des Aït Waryaghar — segmentarité, système des *leff* —, ne pouvait à elle seule suffire à dissiper l'effroi créé par le tableau qu'en dressait A. Youssoufi. On lui reprochera également d'avoir dissocié cette présentation de sa chronologie des faits, alors que c'est dans cette relation que l'on peut comprendre les bouleversements sociaux que connut la région rifaine tout entière (et non les seuls Aït Waryaghar, le groupe d'Abdelkrim) parcourue dès la fin du XIX^e^ siècle par de profondes secousses : guerre hispano-marocaine de 1860, émigration de travail vers l'Algérie colonisée, « incidents » autour de Melilla en 1892, agitation entretenue par Bou Hamara dans le Rif oriental entre 1903 et 1908, révolte contre la pénétration espagnole menée par le chérif Mohand Ameziane entre 1909 et 1912... Quelles transformations ces événements introduisent-ils ou manifestent-ils dans la structure des groupes et dans leurs rapports ? Comment se passe cette entrée de la société rifaine dans une histoire chaude dont le soulèvement de 1921 est le point culminant ?

Il s'agissait en fait de mener, à propos du Rif, un travail d'histoire proprement sociale. On ne saurait reprocher à D. M. Hart de ne pas l'avoir réalisé jusqu'au bout. D'autant qu'il fut le seul à poser à ce niveau une vraie question : on proclamait « la République » mais qu'entendait-on par là, dans le Rif, en 1923 ? Les déclarations contradictoires d'Abdelkrim exigeaient que l'on éclaircît ce point ; notamment en partant d'une déclaration de 1925, où il en donnait, à l'opposé de ses propos kémalistes, une définition minimale : « le terme de République rifaine est une grande erreur de nom [...] C'est le nom que nous employons pour désigner de petits groupes locaux, plus petits encore que les tribus, exactement comme pour les *juntas* espagnoles » (p. 109). Se trouvait ainsi posé tout le problème — politique — de l'usage différent des mêmes termes par les leaders et les masses, les Maghrébins et les Occidentaux. En ce qui concerne les Rifains, on peut être sûr que la République n'avait pas, pour eux, le sens d'une simple notion juridique. Encore une fois, ce fut J. Berque qui poussa ici la réflexion le plus loin : « *République*, c'est un gallicisme [...] *Jumhuriya*, c'est un mot savant [...] *siba*, c'est un mot de *makhzen*, un mot de pouvoir central [...] tous [ces] mots [...] sont des mots, soit importés, soit centralistes [...] comment les intéressés eux-mêmes désignent leurs organismes ? » (p. 72). Cette question jeta un certain désarroi dans l'assemblée, surprise de ne pouvoir y répondre. Chacun sentit en effet qu'il ne s'agissait pas d'une simple question de mot. Il s'agissait de droit à la parole et, une fois encore, les Rifains n'avaient pas eu leur mot à dire.

L'échec d'Abdelkrim tient à de nombreux facteurs. Mais les causes militaires — l'avenir l'a dit — ne suffisent pas à l'expliquer : il a fallu en outre la trahison des bourgeoisies indigènes face à ces jacqueries mal décrottées[7]. La coupure du

---

A aucun moment, il ne découvre ; à aucun moment, il n'écoute » (p. 487). Une telle déclaration, si elle reste à l'état de programme, ne sert qu'à se couvrir à gauche. « Déchiffrer le discours interrompu d'Abdelkrim le Rifain » doit conduire à écouter notamment ce que disent les Rifains et non se cantonner à une histoire des élites et des grands hommes.

7. « Ils se méfient d'un mouvement de masse qui tire sa force de la violence paysanne » (R. Galissot, p. 527, à propos de la contribution de M. Cherif).

mouvement national n'est pas un phénomène de conjoncture historique, une donnée contingente, rendue manifeste par l'échec du Rif. Le silence des masses rurales est un fait de structure récurrent dans toute l'histoire maghrébine. Malgré ses bonnes intentions, le colloque Abdelkrim n'est pas parvenu à briser ce silence.